



## **RÉSOLUTION PORTANT SUR LES MENACES À LA LIBERTÉ D'EXPRESSION, À LA PAIX ET À LA STABILITÉ EN BOSNIE-HERZEGOVINE, AU KOSOVO, AU MONTÉNÉGRIO ET EN SERBIE**

*Réunie virtuellement à l'occasion de son 89<sup>e</sup> congrès annuel, du 26 au 28 septembre 2023, l'Assemblée des délégués de PEN International s'est montrée très préoccupée par les atteintes toujours plus nombreuses à la liberté d'expression en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo, au Monténégro et en Serbie et par les menaces qu'elles font peser sur la paix et la stabilité de la région des Balkans occidentaux.*

Le prochain rapport de PEN International montre qu'en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo, au Monténégro et en Serbie, les pressions, les intimidations et les menaces visant à étouffer les voix indépendantes se font de plus en plus entendre. Les écrivains, les journalistes, les intellectuels engagés publiquement et les militants de la société civile doivent surmonter toute une série de difficultés, notamment des campagnes de désinformation et de diffamation, des menaces physiques et des violences, une censure économique et des poursuites-bâillons, qui cherchent à faire taire leurs opinions et leurs reportages critiques. L'espace laissé aux voix alternatives se rétrécit, en particulier pour les opposants aux récits politiques dominants, souvent nationalistes. Parallèlement, les discours de haine se multiplient, non seulement sous la forme de harcèlement en ligne par des trolls et des robots, mais aussi par des acteurs politiquement puissants qui s'en servent pour manipuler l'opinion publique. La stigmatisation permanente des voix indépendantes par les dirigeants politiques et l'incapacité à empêcher et à sanctionner de tels actes créent un climat d'anxiété, de peur et d'insécurité grandissantes. Pour de nombreuses voix critiques, il n'y a pas d'autre choix que de recourir à l'autocensure. Cette rhétorique clivante est particulièrement dangereuse en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo, au Monténégro et en Serbie, où des tensions ethniques perdurent, et menace directement la paix et la stabilité dans la région.<sup>i</sup>

Dans les années 1990, le nationalisme et le populisme, exacerbés par Slobodan Milošević et son Parti socialiste de Serbie, ont déclenché l'une des guerres les plus cruelles en Europe et en Asie centrale depuis la Seconde Guerre mondiale, qui a déchiré l'ex-Yougoslavie, coûtant la vie à plus de 130 000 personnes et provoquant le déplacement de quatre millions d'autres. Pendant plus de 24 ans, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie a enquêté sur le génocide et les crimes de guerre, notamment les exécutions sommaires de civils, les violences sexuelles associées au conflit et la destruction du patrimoine culturel. La Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, le Monténégro et la Serbie doivent encore panser leurs plaies et parvenir à la vérité, à la justice et à la réparation. En limitant la liberté d'expression, ces sociétés sortant d'un conflit se retrouvent face à de nouvelles divisions et à de nouvelles sources possibles de conflit.<sup>ii</sup>

**L'Assemblée des délégués de PEN International appelle les autorités de Bosnie-Herzégovine, du Kosovo, du Monténégro et de Serbie à respecter pleinement le droit à la liberté d'expression et à instaurer un environnement propice à un débat public libre. Voici quelques-unes des premières mesures à prendre en ce sens :**

- Mettre fin immédiatement à la glorification des criminels de guerre, aux récits révisionnistes et aux discours de haine, ainsi qu'au déni des crimes de guerre et du génocide.

- Condamner publiquement, clairement et systématiquement tous les actes de violence et les attaques ciblées contre les écrivains, les journalistes et les militants.
- Garantir des enquêtes de police impartiales, rapides, approfondies, indépendantes et efficaces concernant tous les crimes présumés commis contre des écrivains et demander aux responsables de rendre compte de leurs actes. Consacrer les moyens nécessaires pour enquêter sur les attaques et poursuivre leurs auteurs.
- Veiller à ce que les lois, les politiques et les pratiques relatives à la liberté d'expression et à la liberté des médias soient pleinement conformes à leurs obligations et engagements internationaux.
- Reconnaître que les poursuites-bâillons constituent une menace croissante pour la liberté d'expression et adopter une législation contre les poursuites-bâillons.

L'Assemblée des délégués de PEN International appelle en outre la communauté internationale, dans tous les pourparlers bilatéraux et multilatéraux, à rappeler aux autorités nationales compétentes leur obligation nationale et internationale de respecter le droit à la liberté d'expression et à envoyer un message clair selon lequel les pressions et la violence contre les écrivains, les journalistes et les militants ne seront pas tolérées.

---

<sup>i</sup> Pour obtenir de plus amples informations, voir PEN International, Bosnie-Herzégovine (Republika Srpska) : Abandon du projet de loi sur la diffamation criminelle, 22 mai 2023 : <https://www.pen-international.org/news/bosnia-and-herzegovina-republika-srpska-drop-criminal-defamation-bill> ; Freedom House, Nations in Transit 2023, Kosovo, disponible à l'adresse : <https://freedomhouse.org/country/kosovo/nations-transit/2023> ; PEN International, Monténégro : Les autorités doivent cesser de harceler et d'intimider le centre PEN du Monténégro, 10 octobre 2022, disponible à l'adresse : <https://www.pen-international.org/news/montenegro-authorities-must-stop-harassment-and-intimidation-of-the-montenegrin-pen-centre> ; PEN International, Serbie : Enquêtez sur les menaces de mort proférées à l'encontre de l'écrivain Marko Vidojković et demandez des comptes aux responsables., 12 février 2023, disponible à l'adresse : <https://www.pen-international.org/news/serbia-investigate-death-threats-against-writer>

<sup>ii</sup> Pour obtenir plus d'informations, voir Visite en Serbie et au Kosovo - Rapport du Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition, Fabián Salvioli (A/HRC/54/24/Add.2), 10 juillet 2023 ; HCDH, Bosnia and Herzegovina: Divisive post-conflict politics and a failure to address conflict drivers must be addressed to prevent violent extremism and terrorism, says UN expert, 20 janvier 2023, disponible à l'adresse : <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2023/01/bosnia-and-herzegovina-divisive-post-conflict-politics-and-failure-address> ; Conseil des droits de l'homme, Groupe de travail sur l'Examen périodique universel, Quarante-troisième session, 1er-12 mai 2023, Monténégro, Compilation établie par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, disponible à l'adresse : <https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/upr/me-index>